



DÉCLARATION DE LA FNEC- FP FO 31 AU CDEN du 17 janvier 2022

Monsieur le vice-président du conseil départemental, Monsieur le DASEN, mesdames et messieurs les membres du CDEN.

La lame de fond qui a soulevé les personnels de l'éducation nationale soutenus par les parents, a contraint le gouvernement à recevoir l'intersyndicale avec la FCPE le soir même du 13 janvier.

De premières annonces ont été faites suite à cette rencontre. Elles sont loin de répondre aux revendications et de pouvoir résoudre les immenses problèmes que la crise épidémique a mis en exergue. Le recrutement prévu sur liste complémentaire n'est envisagé que pour le premier degré et encore il n'est pas question de réabonder ces listes inexistantes dans certains départements.

Dans notre département l'intersyndicale CNT, CGT EDUC , FNEC FP FO, SNUIPP FSU, SUD EDUCATION est reçue mardi 18 janvier pour discuter de cette liste complémentaire et conformément à la décision de l'assemblée générale départementale du 13 janvier, appelle à la grève et au rassemblement ce jour-là afin d'exiger le recrutement immédiat de personnels sous statut : enseignants dans le 1er et dans le 2nd degré, personnels médico-sociaux, personnels administratifs, de vie scolaire et d'accompagnement...

En effet le seul chiffrage précis affiché par messieurs Castex et Blanquer, ne concerne que les emplois de contractuels et AED sous-payés que le ministre entend multiplier afin de poursuivre la précarisation de l'éducation nationale. Et encore, nous verrons bien si tous ces emplois promis vont être abondés.

Les AED massivement mobilisés le 13 ne sont pas dupes et appellent à la grève les 20 et 21 janvier, afin que le ministre ne se contente pas de recruter 1500 AED jusqu'à la fin de l'année comme annoncé. Ce nombre est bien loin de faire le compte au regard des services sinistrés. Ce serait le nombre d'AED supplémentaires qu'il faudrait immédiatement, par département et sur des postes pérennes et mieux payés.

Qui va bien vouloir travailler dans les écoles, les lycées et les collèges avec les salaires offerts, un blocage du point d'indice depuis 22 ans et une baisse de pouvoir d'achat de 20 % en moyenne, alors que rien n'a été proposé pour une véritable revalorisation de toutes les catégories ?

Sur la question du baccalauréat, le Premier Ministre et Blanquer ont pour l'instant botté en touche. Alors que le ministre « regarde pour l'instant », l'intersyndicale SNES FSU, SNEP FSU, SNALC, SUD EDUCATION, FNEC FP FO, CGT EDUC'ACTION ne s'y est pas trompé et a lancé une pétition pour le report des épreuves de spécialité en juin. Les élèves ne sont pas prêts, les enseignants ne peuvent les préparer correctement car il manque la

moitié des effectifs, les élèves ont perdu trop d'heures de cours. Les enseignants refusent d'envoyer leurs élèves à l'abattoir.

En outre le 13 janvier marque aussi le rejet profond des contre-réformes Blanquer du lycée et du baccalauréat : les enseignants demandent le retour aux épreuves terminales, nationales et anonymes.

Au lendemain du 13 le ministre s'est répandu dans les médias sur ces erreurs, croit-il arriver ainsi à calmer la colère, l'exaspération, le rejet du mépris qu'il a pu encore afficher dans sa dernière déclaration la veille du 13 ? Ce sont les actes et les décisions qui comptent. L'ampleur et la profondeur de la colère qui s'est exprimée le 13 janvier ne sont pas près de retomber, ni de rentrer dans leur lit au vu du caractère limité des annonces ministérielles.

Cette exaspération, nous la ressentons également à l'aune du traitement auquel nous sommes soumis de manière récurrente pour la préparation des diverses instances dans lesquelles nous siégeons. Communiquer les documents 5 jours avant un CDEN, avec des modifications le vendredi pour le lundi, dans le but d'examiner une resectorisation touchant autant d'établissements, de communes et de quartiers, c'est une injure à la plus élémentaire démocratie. Au-delà des représentants des personnels que nous sommes, ce sont ces personnels, les parents d'élèves et leurs enfants qui sont méprisés.

L'exaspération et le mépris, ce sont sans doute ce que vont ressentir les parents de l'école Simone Veil qui ont demandé en vain que leurs enfants puissent aller au nouveau collège de St Simon plus proche que celui de Guilhermy, puisque c'est ce qui est proposé dans les documents qui nous sont communiqués.

Ce ne sont pas les seuls qui vont se retrouver floués, puisque au vu des documents fournis, le dispositif soi-disant d'amélioration de la mixité sociale se poursuit et plusieurs élèves du quartier du Mirail vont continuer à aller dans les collèges dévolus à cette mixité et éloignés de leur domicile. Ils ne pourront pas accéder aux deux nouveaux collèges qui vont s'ouvrir en lisière de leur quartier.

Dans le rapport consacré au secteur de recrutement des deux nouveaux collèges : Guilhermy et St Simon, il est mis à nouveau en avant les résultats positifs pour les élèves tant sur le plan scolaire que sur le comportement social de ce dispositif. Lors du dernier CDEN dans notre déclaration nous sommes revenus sur les chiffreages qui témoigneraient de la réussite de ce dispositif et sur le fait que les statistiques ont été biaisées, en tentant de minorer les résultats obtenus pour le brevet avant que les élèves de Badiou et Bellefontaine partent vers d'autres établissements. Des données dissemblables sont comparées pour mettre en valeur un bilan. Par exemple les chiffres qui ont été utilisés pour justifier la destruction du collège étaient ceux d'une année où une partie des élèves de Badiou étaient des primo-arrivants ne maîtrisant pas la langue française et où les classes étaient à 24.

De fait la fermeture des collèges Reynerie et Bellefontaine va de pair avec la planification de la démolition massive de logements de « quartiers prioritaires » (3000 d'ici 2025 dont 961 logements de qualité à la Reynerie).

Déloger les habitants, disperser les enfants, n'est pas justifiable. La lutte contre le déterminisme social et les ghettos ne consiste pas à détruire et à chasser la population. La mixité sociale ce n'est pas nier les droits des élèves et habitants à l'accès au service public de proximité, dont celui d'un collège de qualité. Une volonté politique indépendante des lobbies serait bien plus respectueuse des habitants et élèves.

Pour Jean-Philippe Vassal et Anne Lacaton, récompensés par le prix Pritzker 2021, plus haute distinction mondiale en matière d'architecture, il faut « faire avec, arrêter de détruire, jamais enlever, toujours additionner » et « *les gens qui le veulent doivent pouvoir rester* ». C'est ce qui a été réussi à Bordeaux par exemple.

Depuis le début notre fédération s'est opposé à ce dispositif, mettant en exergue dès le départ que la mixité sur la ville de Toulouse était essentiellement remise en cause par l'aspiration des enfants des catégories aisées de la population par l'enseignement privé, lequel profite toujours des largesses financières de l'Etat, découlant de lois anti laïques toujours en vigueur.

Nous sommes d'autant confortés dans notre position, lorsque nous voyons se profiler l'exact contraire de ce qui est censé être recherché avec le sort qui attend le collège Vauquelin. En effet les enseignants de ce collège, à juste titre, redoutent que la perte d'élèves consécutive à la resectorisation aggrave l'amplification du départ d'élèves des catégories sociales les plus aisées vers le privé qui préexiste. Nous avons des remontées qui corroborent cette crainte.

Le rectorat d'ailleurs n'ignore pas le climat extrêmement tendu qui règne déjà dans cet établissement puisque une personne a été dépêchée pour apaiser les tensions. Les moyens demandés par les personnels de cet établissement doivent être accordés pour faire face.

Pour conclure, en symbiose avec le raz de marée du 13 janvier, tant que nos revendications ne seront pas satisfaites, ni les élections présidentielles, ni l'état d'urgence permanent, ne nous feront renoncer à la mobilisation pour les revendications.

La FNEC FP-FO appelle plus que jamais les personnels à se réunir et à lister leurs revendications. Elle soutient toutes les initiatives décidées par les AG. Elle appelle à préparer une journée de grève interprofessionnelle massive jeudi 27 janvier, pour les salaires, pour les postes à l'Ecole et dans tous les services publics, aux côtés des salariés du privé, et des autres agents de la Fonction publique également victimes des mesures gouvernementales.

La FNEC FP FO considère que la mobilisation a ébranlé le gouvernement, il faut maintenant lui faire entendre raison : la question de la grève et de la manifestation nationale au ministère n'est-elle pas posée ?